Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

48 | 2014

Usages du droit

À l'école du régiment. Instruction, culture scolaire et promotion dans les rangs de l'armée française au XIX^e siècle

*At the school of the regiment. Instruction, school culture and social
advancement in the 19th century's French army*

*In der Regimentsschule. Unterweisung, schulische Kultur und Aufstieg in der
französischen Armee im 19. Jahrhundert.*

Mathieu Marly et Stéphane Lembré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4665>

DOI : 10.4000/rh19.4665

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Pagination : 145-161

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Mathieu Marly et Stéphane Lembré, « À l'école du régiment. Instruction, culture scolaire et promotion dans les rangs de l'armée française au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 48 | 2014, mis en ligne le 17 septembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4665> ; DOI : 10.4000/rh19.4665

MATHIEU MARLY, STÉPHANE LEMBRÉ

À l'école du régiment. Instruction, culture scolaire et promotion dans les rangs de l'armée française au XIX^e siècle

« Formez une armée de professeurs agrégés, mettez en face une armée d'Auvergnats et de Savoyards illettrés, ordonnez l'attaque et, si au bout de vingt minutes, il reste un seul savant debout, nous portons de nos mains la Sorbonne au Panthéon »¹. Comme en témoigne cet affrontement guerrier imaginé par François Dutreuil de Rhins, un sous-officier plusieurs fois « recalé » à la préparation scolaire de l'école de Saumur, l'écart entre les finalités militaires et l'instruction scolaire dans l'armée au XIX^e siècle pouvait être l'objet de sarcasmes et d'incompréhension. Car si la préparation de la guerre justifie que l'officier et le sous-officier de carrière soient des éducateurs, capables de transmettre aux recrues la maîtrise des techniques et le sens de la discipline, en revanche l'instruction et la culture scolaire ne firent jamais tout à fait l'unanimité parmi les cadres. Malgré les reproches adressés à l'armée française et le rôle attribué à l'instituteur prussien après 1870, qui suggèrent l'enjeu des relations entre les deux institutions essentielles de la société française du XIX^e siècle que furent l'école et l'armée, la place de l'instruction générale dans l'armée semblait à beaucoup, tout au long du siècle, devoir être secondaire par rapport à l'instruction militaire (apprentissage des techniques) et à l'éducation militaire (transmission des valeurs). Inversement, c'est probablement par l'absence de consensus que l'instruction et la culture scolaire, en tant que culture globale diffusée par l'école aux jeunes générations, purent trouver une place dans l'armée, place qui ne fut cependant jamais acquise une fois pour toutes².

De cette éducation militaire, les grandes écoles scientifiques au régime militaire comme l'École polytechnique offrent quelques-uns des exemples les plus connus³. Toutefois les relations entre l'armée et l'instruction furent

1. F.-M.-J. Dutreuil de Rhins, *La Bohême militaire, ou de l'Avenir des sous-officiers dans l'armée*, Paris, Forestier, 1882, p. 56. Les auteurs remercient Jean-François Chanet et Emmanuel Saint-Fuscien pour leurs conseils.

2. André Chervel, *La culture scolaire. Une approche historique*, Paris, Belin, 1998, p. 5.

3. Bruno Belhoste, *La formation d'une technocratie : L'École polytechnique et ses élèves de la Révolution au Second Empire*, Paris, Belin, 2003.

polymorphes. Outre les éphémères bataillons scolaires et la naissance de l'éducation physique, les écoles régimentaires sont à certains égards les plus insaisissables : créées dès 1818 alors que la France réintégrée dans le « concert des nations » retrouve sa pleine souveraineté, réformées, redéfinies à plusieurs reprises, leur activité et leurs limites en dessinent l'instabilité⁴. Elles fonctionnent à un double niveau, primaire pour les soldats illettrés ou peu instruits, secondaire pour les sous-officiers en quête de l'épaulette. L'effort d'alphabétisation des soldats, l'ambition d'instruction des cadres subalternes de l'armée, s'ils nous paraissent pleinement légitimes, pouvaient pour certains constituer une menace en vue de la préparation des fonctions proprement militaires.

Quels objectifs l'institution militaire poursuivait-elle en adoptant certains des codes, plus ou moins définis et changeants, de la culture scolaire ? Comment conçut-elle, durant le XIX^e siècle, la fonction dévolue avec une ambition très mesurée aux écoles régimentaires ? Notre hypothèse consiste à envisager les intentions d'utilité sociale, d'alphabétisation et de promotion dans et hors de l'institution militaire, ainsi que les effets produits sur l'institution militaire par l'introduction du modèle scolaire. Cela implique de rappeler la généalogie de l'armée institutrice, à ses différents niveaux, dans ses avancées et ses limites, jusqu'à la nouvelle rencontre républicaine de l'école et de l'armée aux lendemains de la défaite de 1870 et ses profondes répercussions. Celle-ci relance l'enseignement dans le régiment, en s'appuyant sur le modèle issu de la sphère civile. L'institution militaire se transforme-t-elle alors sous l'influence de l'école républicaine ? Le recours aux archives convainc de la complexité de la question, imputable aux réformes de cet enseignement et à la réorganisation militaire après 1870, mais aussi à la pluralité des effets, entre introduction partielle de la culture scolaire et résistance au nom de la défense des traditions militaires. Les écoles régimentaires fournissent un excellent observatoire des redéfinitions réciproques de l'école et de l'armée républicaines, réunies par l'instruction, à la fois savoir acquis à l'école et initiation au métier des armes⁵.

4. Albert Bourzac, *Les bataillons scolaires, 1880-1891 : l'éducation militaire à l'école de la République*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; Pierre Arnaud, *Le militaire, l'écolier, le gymnaste. Naissance de l'éducation physique en France (1869-1889)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1991 ; sur les écoles régimentaires : William Serman, *Les origines des officiers français, 1848-1870*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979 ; Odile Roynette, *Bons pour le service. L'expérience de la caserne en France à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Belin, 2000.

5. Jean-François Chanet, « La férule et le galon. Réflexions sur l'autorité du premier degré en France des années 1830 à la guerre de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, n° 224, juillet-septembre 2008, p. 105-122.

L'ARMÉE, IMPOSSIBLE INSTITUTRICE ?

Les efforts contre l'analphabétisme (1818-1872)

À l'origine des écoles régimentaires, selon une démarche caractéristique de cet «âge des philanthropes⁶», l'initiative du jeune philanthrope romantique Benjamin Appert a contribué à démontrer les bienfaits de l'instruction des soldats. Expérimentée dans la légion de la Nièvre, l'instruction est copiée sur celle qu'Appert propose aux jeunes mineurs d'Anzin⁷. Le choix de l'enseignement mutuel par Appert, qui a lui-même pratiqué un enseignement plus traditionnel à l'école impériale de dessin à partir de 1812 avant d'être exclu et d'étudier les méthodes d'enseignement mutuel, se justifiait par la grande faveur dont ce mode d'enseignement né en Angleterre jouissait dans les milieux philanthropes⁸. En outre, il permettait de ménager les susceptibilités et de responsabiliser des moniteurs. La méthode est diffusée par Appert lui-même, qui forme à Paris des officiers et des sous-officiers instructeurs, chargés de créer dans plusieurs régiments ces écoles. En 1819, si l'on en croit une autobiographie parfois complaisante, ses premiers élèves auraient organisé 120 écoles mutuelles régimentaires avec plus de 15 000 élèves moniteurs. Ainsi, Châteauroux dispose brièvement d'une telle école régimentaire, contemporaine de la création de l'école mutuelle sous l'influence du préfet⁹. La force du projet, construit dans un milieu libéral dans lequel Appert dispose d'un réseau solide, devint une faiblesse lors du retour au pouvoir des ultras.

Comme l'enseignement mutuel, les écoles régimentaires ne sont toutefois pas abandonnées. À propos de celle qu'il a mise en place au 60^e régiment d'infanterie, Alphonse Guichard préconise la modestie des ambitions : «N'employer à ces études que deux ou trois heures par jour, pour ne pas nuire à l'instruction militaire ; les réunir à une seule heure et dans un même local, pour exciter davantage l'émulation ; les restreindre aux connaissances strictement nécessaires aux régiments, pour ne pas rebuter les élèves par des positions gênantes et une trop forte application d'esprit ; et enfin n'y occuper que des soldats choisis, parce qu'ils n'auraient pas tous d'égaux dispositions à

6. Catherine Duprat, «Punir et guérir. En 1819, la prison des philanthropes», in Michelle Perrot [dir.], *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1980, p. 64-122.

7. Benjamin Appert, *Dix ans à la cour du roi Louis-Philippe, et souvenirs du temps de l'empire et de la restauration*, Paris, Jules Renouard, 1846, volume 1, p. 95 et sq. Cf. Jacques-Guy Petit, «Le philanthrope Benjamin Appert (1797-1873) et les réseaux libéraux», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 41-4, octobre-décembre 1994, p. 667-679.

8. Raymond Tronchot, *L'enseignement mutuel en France de 1815 à 1833, les luttes politiques et religieuses autour de la question scolaire*, thèse de doctorat d'État, Université Paris 1, 1973 ; Michel Chalopin, *L'enseignement mutuel en Bretagne. Quand les écoliers bretons faisaient la classe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

9. Marie-José Senet, Annette Surraut, *L'École du peuple dans l'Indre avant Jules Ferry*, Vendœuvres, Lancosme, 2007, quatrième partie.

en profiter»¹⁰. Pour garantir l'efficacité pédagogique, la « méthode Rolland », nouvel hybride d'un enseignement mutuel qui eut autant d'adeptes que de méthodes, préconise la répétition des paroles et des gestes comme moyen d'acquisition des savoirs élémentaires. L'automatisme de la méthode – qui rappelle le « *drill* » prussien alors dominant dans l'instruction militaire¹¹ – n'eut sans doute pas l'efficacité escomptée. Ces écoles, peu soutenues et souvent dénuées de moyens, concentrent les critiques. Celles du saint-simonien Michel Chevalier sont vives¹². Plutôt que d'installer l'école dans l'armée, pourquoi ne pas faire de l'armée une école ? Celle-ci serait chargée de délivrer aux masses laborieuses une formation professionnelle bienvenue dans le domaine des travaux publics. Chevalier déplore les conditions qui sont faites à ces écoles régimentaires, sur la foi de rapports d'officiers : des cours après une longue journée de service, huit leçons par mois en général, qui visent à apprendre à lire, écrire et calculer. L'officier chargé de « l'instruction civile » reçoit de surcroît bien peu d'encouragements¹³.

Du point de vue des officiers, le bilan des écoles régimentaires serait assurément négatif. Dans son état des lieux de l'armée française en 1867, le général Trochu les évoque ainsi comme un « vrai trompe-l'œil, où tout à peu près, excepté la lecture et l'écriture pour quelques illettrés, est artificiel »¹⁴ – comprenons : inutile. Pourtant, les différentes sources montrent que l'école régimentaire a rempli une mission d'instruction qui ne doit pas être négligée si on l'insère dans les voies plurielles de diffusion de l'instruction dans la population. Dans la lignée des intentions de la Convention, le rôle de l'armée comme « deuxième école » était potentiellement décisif pour l'alphabétisation, et sans doute est-il à mieux estimer¹⁵. S'y répercutaient aussi les évolutions pédagogiques plus générales, par exemple celle qui contribua à institutionnaliser l'enseignement du dessin¹⁶.

Toutefois, la faiblesse des moyens mis en œuvre et les aptitudes pédagogiques limitées des militaires chargés des écoles régimentaires confirment

10. Alphonse Guichard, *Méthode à l'usage des écoles régimentaires*, chez l'auteur au Gros-Caillou, Paris, 1831, p. 4, cité par Nicolas Tachon, *Enfants de troupe dans les régiments 1788-1888*, Sceaux, L'esprit du livre, 2005, p. 99.

11. Sur la porosité entre méthodes d'instruction scolaires et militaires, Michel Foucault, *Surveiller et Punir. Naissance de la Prison*, Paris, Gallimard, 2004 [1975], p. 190-199.

12. Michel Collinet, « Le saint-simonisme et l'armée », *Revue française de sociologie*, 1961, volume II, n° 2, p. 38-47.

13. Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, tome II, 4^e édition, Paris, Librairie de Charles Gosselin, 1839, p. 227 et note 41, p. 451-453.

14. *L'armée française en 1867*, 17^e édition, Paris, Amyot, 1867, p. 120.

15. François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Minuit, 1977, volume 1, p. 292 ; Annie Crépin, « De la nation armée au service militaire obligatoire : la conscription au XIX^e siècle. Perspectives et méthodologie d'un champ historiographique », *Annales historiques de la Révolution française*, 1999, n° 316, p. 381.

16. Renaud d'Enfert, *L'enseignement du dessin en France. Figure humaine et dessin géométrique (1750-1850)*, Paris, Belin, 2003, p. 115-116.

plutôt la modestie des résultats. La tentation se fait jour de reporter la préparation et l'instruction hors de l'armée et de les confier à l'école¹⁷.

Les incertitudes de l'instruction primaire (1872-1914)

Évoquées ponctuellement sous le Second Empire sans avoir pour autant disparu, les écoles régimentaires sont l'objet d'un regain d'intérêt après la défaite contre l'armée prussienne, même si Ernest Renan ne les évoque pas en 1872, pas plus qu'un universitaire comme Michel Bréal¹⁸. La supériorité du soldat prussien, jugé plus instruit, et la conviction de la régénération nécessaire de la France, relancent les écoles régimentaires, tout en modifiant sensiblement leurs missions. Le rôle de l'armée pour l'instruction est jugé décisif par beaucoup¹⁹. De multiples écrits émanant de l'armée soulignent l'intérêt d'écoles régimentaires « bien dirigées [qui] donneront au conscrit de l'instruction et des préceptes de morale »²⁰. Elles sont réagencées dans le cadre de la réorganisation militaire. Il est désormais prévu dans la loi de maintenir les « bons numéros » (censés ne faire qu'un an) une année de plus à la caserne s'ils ne savent pas lire et écrire²¹. L'article 69 de la loi de 1872 impose le principe de l'instruction générale reçue à l'armée. Plusieurs circulaires et règlements viennent fixer l'organisation des écoles régimentaires. La circulaire du 21 janvier 1872 les transforme : les cours sont à présent dispensés à la chambrée, sous la responsabilité du capitaine, les moniteurs sont des sous-officiers et l'enseignement mutuel est réinstauré²².

L'optimisme qui émane en 1872 de rapports comme celui du 2^e arrondissement militaire d'infanterie, d'après lequel « dans quelques années on pourra dire que l'ignorance absolue aura disparu de l'armée »²³, traduit un enthousiasme lié à la Revanche, à l'atmosphère de régénération, ainsi qu'à la distance habituelle de ces inspecteurs vis-à-vis des réalités régimentaires. Pour le 8^e arrondissement d'infanterie, le rapport salue le retour de la méthode mutuelle, envisagée comme une « nouvelle méthode [qui] a déjà produit d'excellents résultats et est infiniment supérieure au système d'instruction collective, où les paresseux qui sont souvent en majorité, arrêtent bien vite les jeunes gens studieux disposés à faire des progrès ». L'organisation de l'enseignement du premier degré dans la chambrée semble beaucoup plus souple et

17. Sabrina Loriga, « L'épreuve militaire », in Giovanni Levi et Jean-Claude Schmitt [dir.], *Histoire des jeunes en Occident. 2. L'époque contemporaine*, Paris, Seuil, 1996, p. 19-50.

18. Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale*, Paris, M. Lévy frères, 1871 ; Michel Bréal, *Quelques mois sur l'instruction publique en France*, Paris, Hachette, 1872.

19. Jean-François Chanet, "Schools Are Society's Salvation": The State and Mass Education in France, 1870-1930, in Laurence Brockliss et Nicola Sheldon [ed.], *Mass Education and the Limits of State Building c. 1870-1930*, New York, Palgrave MacMillan, 2012, p. 119.

20. *Notes d'un prisonnier de guerre, 2^e série. La Cavalerie pendant la guerre 1870-1871*, Paris, V. Palmé, 1871, p. 59.

21. Article 41 de la loi de 1872 sur le recrutement.

22. Odile Roynette, *op. cit.*, p. 332-333.

23. Service historique de la Défense (SHD), XS 248 : rapport d'inspection générale du 2^e arrondissement d'infanterie (1872).

efficace. Elle permet de recruter des élèves caporaux, puisque le recrutement des cadres reste la priorité de l'armée²⁴.

Les critiques sur le thème de l'armée-école vont croissantes de la part des officiers étrangers à l'enthousiasme républicain à l'égard des écoles régimentaires. Ils contestent le rôle et l'existence même de celles-ci, synonymes de perte de temps pour l'armée, de mobilisation de moyens par ailleurs insuffisants. En 1878, la tonalité est désormais négative. Le rapport sur le 34^e arrondissement militaire évoque des conscrits du Gers et du Puy-de-Dôme « d'une intelligence faible et qui ont tiré peu de fruits des cours du premier degré, malgré les efforts des moniteurs »²⁵. L'instruction élémentaire tient une place de plus en plus incertaine au régiment. Son opportunité semble dépassée au lieutenant Dejeu, du 103^e régiment d'infanterie, dans une armée au service court, qui sert à former des réservistes. Si elle avait un sens à l'époque où l'instruction n'était pas suffisamment répandue, l'armée n'a plus à compléter l'école primaire²⁶. Ces critiques n'excluent pas les démarches comme celle du polytechnicien Art Roë, officier d'artillerie et en charge du cours primaire des illettrés dans les années 1890. Attaché à résoudre le problème de l'instruction, dans une réflexion que les polytechniciens avaient engagée depuis longtemps à travers les associations polytechniques et philotechniques, Roë met en place une pédagogie où l'enseignement mutuel conserve une grande influence²⁷. Selon les armes, les réalités sont bien différentes : dans les mêmes années, le lieutenant-colonel Étienne Peroz, sorti du rang dans l'infanterie de marine, conçoit surtout son enseignement comme un cours de morale patriotique²⁸.

Les modalités de cet enseignement connaissent une nette transformation sous l'effet des réformes radicales entreprises par le général André. L'instruction ministérielle sur l'éducation morale et intellectuelle du 9 octobre 1905 vient rappeler la primauté de l'éducation morale. Peu à peu, l'école régimentaire ne conserve de l'instruction élémentaire que la fonction de baromètre de l'illettrisme, fonction instituée par la loi du 29 juillet 1910 qui rend obligatoire un examen annuel pour repérer les illettrés²⁹. Dès lors, il s'agit « d'instruire ou de distraire le soldat », et les méthodes pédagogiques ont bien changé : les visites d'établissements industriels ou d'exploitations agricoles, de musées, aux environs de la garnison, les conférences avec projection lumi-

24. SHD, XS 248 : rapport d'inspection générale du 8^e arrondissement d'infanterie (1872).

25. SHS, XS 254 : rapport d'inspection générale du 34^e arrondissement d'infanterie (1878).

26. Lieutenant Dejeu, *Les écoles régimentaires dans l'infanterie et le service de trois ans*, Paris, Baudoin, 1892.

27. Art Roë [Patrice Mahon], *Pingot et moi. Journal d'un officier d'artillerie*, 2^e édition, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1893, p. 34-37 ; Gérard Bodé, « Les Associations Polytechnique et Philotechnique entre 1830 et 1869 », in Bruno Belhoste, Françoise Masson et Antoine Picon [dir.], *Le Paris des Polytechniciens. Des ingénieurs dans la ville 1794-1994*, Paris, Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1994, p. 62-67.

28. Lieutenant Colonel Peroz, *Par vocation. Vie et aventures d'un soldat de fortune 1870-1895*, Paris, Calmann-Lévy, 1905, p. 455-458.

29. « La question primaire dans l'armée », *Armée et démocratie*, 14 mars 1908.

neuse sont ainsi encouragées. Dans un esprit de prévention de déséquilibres jugés dangereux pour la société française, les républicains s'engagent dans la promotion de l'enseignement agricole contre l'exode rural. Cette politique passe par la réévaluation de l'agriculture dans les programmes de l'enseignement primaire et par les conférences agricoles, y compris à la caserne³⁰. Les manuels de conférences agricoles destinés aux officiers comme aux corps de troupe témoignent de cet effort conforme à l'idéologie agrarienne³¹. Mais on peut douter de l'application concrète de ces recommandations tant le rejet de «l'armée-école» est un réflexe répandu chez de nombreux officiers opposés aux réformes du pouvoir radical³².

Si les finalités propres à l'éducation militaire écartent l'instruction primaire du quotidien des casernes, les perspectives de promotion vers l'épaulette rendent-elles l'instruction plus importante pour les écoles régimentaires s'adressant aux sous-officiers ?

L'ÉCOLE DES CADRES

L'avancement sans l'instruction (1835-1872)

Lorsque les écoles régimentaires du second degré sont organisées pour la première fois en 1835, elles répondent à une préoccupation née de la singularité du recrutement des officiers dans l'armée française. Avec la loi Gouvion-Saint-Cyr (1818) et la loi Sault (1832), au recrutement externe des grandes écoles (Saint-Cyr, Polytechnique) est associé, dans une proportion plus large, un recrutement interne qui permet aux sous-officiers d'accéder à l'épaulette sans examens ni concours. Le fossé séparant l'élève des écoles militaires de l'ancien sous-officier, souvent peu instruit, explique l'intérêt constant de l'institution militaire pour les écoles régimentaires du second degré, censées sinon combler cet écart, au moins améliorer l'instruction des officiers sortis du rang en leur dispensant quelques notions élémentaires en grammaire, comptabilité, géométrie ou fortifications³³. Mais à l'instar des cours primaires, ces écoles secondaires destinées aux cadres montrent rapidement leurs limites. Si ces cours fonctionnent mieux dans le génie et l'artillerie où les connaissances scientifiques exigées sont plus importantes que dans les autres armes, en revanche, l'infanterie et la cavalerie peinent à les organiser. Le manque de temps et de moyens, la présence trop rare d'officiers engagés

30. Jean-François Chanet, «L'école rurale et la désertion des champs. Les débats sur la place de l'agriculture dans l'enseignement primaire des années 1880 aux années 1920», in Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud [dir.], *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19^e siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'histoire, 2007, p. 93-118.

31. Charles-Gabriel Aubert, *Manuel de conférences agricoles techniques et pratiques à l'usage des officiers et des corps de troupe*, Paris, Berger-Levrault, 1903.

32. Raoul Girardet, *La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939)*, Paris, Plon, 1953, p. 248-279.

33. William Serman, *op. cit.*, p. 61.

dans cette fonction enseignante expliquent l'inefficacité révélée par les rapports de comité d'armes sous le Second Empire. L'absence d'enthousiasme des cadres achève de rendre ces écoles totalement inefficaces. Comme le souligne un capitaine d'infanterie après la défaite de 1870, les sous-officiers vont alors « à l'école sans goût, en rechignant, la plupart du temps, ils y manquent ou obtiennent des permissions, sous différents prétextes, et comme l'officier directeur est souvent un jeune sous-lieutenant de 22 ou 24 ans, il a lui aussi besoin de faire des permissions qu'il se donne en ne faisant pas cours »³⁴.

Derrière les raisons matérielles souvent invoquées pour justifier cet échec, le désintérêt des cadres répond à plusieurs considérations. L'instruction générale reste secondaire dans le recrutement interne des officiers qui repose avant tout sur la décision des chefs de corps, lesquels se montrent sensibles à l'ancienneté du sous-officier et, dans la mesure du possible, à ses « bonnes manières » et à ses « recommandations ». Si un examen est imposé à partir de 1852 aux sous-officiers pour accéder à l'épaulette, la modestie du programme proposé explique que cette mesure n'ait pas suffi à rompre avec une pratique d'avancement déjà bien établie dans les régiments³⁵. L'échec des cours du second degré pendant cette période révèle donc une attitude générale de l'institution militaire vis-à-vis de l'instruction des cadres : celle-ci est jugée utile aux grandes écoles militaires mais ne trouve pas sa place dans une armée semi-professionnelle qui recrute la majorité de ses officiers dans le rang. À la méritocratie de l'examen ou du concours, l'armée préfère un avancement massif à l'ancienneté, lequel offre le triple avantage de l'émulation, de la paix sociale dans les rangs et de la fidélité politique de la troupe, particulièrement sous le régime impérial. En récompensant ainsi les « vieux serviteurs », les officiers supérieurs le plus souvent issus des « écoles » peuvent garder la main sur les procédures d'avancement et éviter que l'instruction reçue dans les écoles régimentaires ne fasse naître dans les rangs des « prétentions exagérées »³⁶. Avant les réformes de la formation des cadres entreprises sous la Troisième République, le système de recrutement interne des officiers privilégie l'ancienneté et la cooptation sociale, marginalisant ainsi le rôle de l'instruction scolaire et des écoles régimentaires du second degré. Si l'on excepte le cas des sous-officiers comptables pour lesquels l'instruction est une condition indispensable du recrutement, les sous-officiers restent donc à l'écart d'une instruction scolaire jugée peu utile dans l'armée. Cette singularité dans la formation des cadres militaires apparaît d'autant plus troublante que, par comparaison, la gendarmerie offrait déjà depuis les années 1830 un

34. Archives nationales C 2808, pétition sur l'avancement des sous-officiers (1872).

35. Colonel Eugène Canelle de Lalobbe, *Mémoire sur la nécessité de créer des écoles de sous-officiers*, Paris, Ch. Tanera, 1872.

36. Expression extraite d'un procès-verbal de comité d'infanterie en 1837, cité par William Serman, *op. cit.*, p. 61.

exemple de développement de l'instruction de ses cadres sous la pression de l'appareil judiciaire³⁷.

L'avancement par l'instruction (1872-1914)

Dans l'atmosphère de recueillement qui suit la défaite, les faiblesses de l'instruction scolaire des gradés ne sont pas toujours mises en cause dans les débats publics qui conduisent à la réorganisation militaire³⁸. Néanmoins, l'insuffisante formation intellectuelle des cadres préoccupe de nombreux acteurs du monde militaire et pousse le général de Cissey, alors ministre de la Guerre, à élever le niveau des connaissances générales des officiers³⁹. Ce volontarisme se traduit par une attention plus grande portée aux écoles régimentaires du second degré, le ministre invitant dès 1872 les sous-officiers à participer davantage aux cours⁴⁰. Établis une première fois en 1875, les programmes des écoles régimentaires du second degré sont rendus facultatifs par la circulaire du 31 juillet 1879, l'obligation d'assister à ces cours ayant fait l'objet de plaintes de la part des inspecteurs généraux, inquiets de la désaffection de nombreux sous-officiers pour le métier militaire⁴¹. Sous la direction de lieutenants ou de sous-lieutenants désignés pour leur goût des études, les élèves de ces écoles reçoivent alors des cours de grammaire, d'histoire, de géographie, de mathématiques et surtout de fortification et de topographie⁴².

Dans les mêmes années, l'effort de relèvement intellectuel se porte vers la création d'écoles de sous-officiers se destinant à l'épaulette. À Saumur, le général Du Barail s'appuie sur une tradition déjà ancienne de perfectionnement des gradés inférieurs pour organiser des stages scolaires à destination des sous-officiers de la cavalerie. À Avord, le général Ducrot s'inspire ouvertement des écoles allemandes de sous-officiers pour établir la première école de sous-officiers d'infanterie. L'expérience, jugée satisfaisante pour l'infanterie, est étendue à l'échelle nationale en 1875⁴³. La complémentarité difficile avec

37. Arnaud-Dominique Houte, *Le métier de gendarme au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 120-127.

38. Seule exception, le député et ancien lieutenant de vaisseau Jérôme Farcy met publiquement en cause la formation des cadres dans la défaite. Cf. Jean-Charles Jauffret, *Parlement, Gouvernement, Commandement : l'armée de métier sous la Troisième République 1871-1914*, thèse d'État dactylographiée, Paris I, imprimerie du Service historique de l'armée de terre, château de Vincennes, 1987, vol. 1, p. 77-79. Sur les réformes militaires des années 1870, cf. Jean-François Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

39. Georges Gugliotta, *Un officier du corps d'état-major : le Général De Cissey (1810-1882)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paul Valéry (Montpellier III), 1987, vol. 2, p. 463-464.

40. Odile Roynette, *op. cit.*, p. 89.

41. SHD 7N 62 : Rapport sur les causes connues ou probables qui empêchent les sous-officiers de se rengager (18 décembre 1875).

42. La lecture et le commentaire de la carte topographique deviennent un enjeu après 1870 pour nombre d'officiers à l'instar du Général Cremer qui encourage cet apprentissage dans les écoles régimentaires : *De la condition du sous-officier dans l'armée française et des écoles de sous-officiers*, Paris, Mauld et Cock, 1874.

43. Général Du Barail, *Mes souvenirs*, Paris, Plon, 1895, tome 2, p. 278 ; *Proposition de loi du général Ducrot relative au recrutement de l'armée (28 mai 1871)* cité dans Jean-Charles Jauffret, *op. cit.*, p. 124-126.

les écoles régimentaires et surtout l'absence de garantie quant à l'avancement donnée aux sous-officiers assidus limitent l'efficacité de telles mesures. Si l'évaluation de l'instruction générale s'impose alors timidement à travers les classements de sortie des écoles d'Avord et de Saumur, elle n'assure pas encore aux sous-officiers instruits la garantie d'un accès immédiat à l'épaulette. Dans ces conditions, l'instruction générale reste un critère secondaire dans l'avancement et les rapports d'inspection générale relèvent encore d'importantes défaillances dans le fonctionnement des cours régimentaires du second degré : les sous-officiers peu instruits et généralement peu motivés y reçoivent l'enseignement de jeunes officiers fraîchement sortis des grandes écoles et souvent piètres pédagogues⁴⁴.

L'inachèvement de ces mesures révèle l'hésitation des cadres de la vieille armée à admettre l'instruction scolaire comme critère principal d'accès à l'épaulette pour les sous-officiers, et ce au même titre que les officiers sortis de Saint-Cyr et Polytechnique. Cette indécision autorise les premières critiques républicaines à l'égard de la cooptation dans la promotion interne à l'épaulette et encourage l'adoption progressive du compromis méritocratique instauré à l'école jusque dans l'armée, compromis qui s'inscrit alors dans la légitimation du pouvoir républicain⁴⁵. Celui-ci s'impose réellement avec le décret présidentiel du 4 février 1881, appliqué sous le premier gouvernement Ferry, créant l'École de Saint-Maixent dont le modèle est progressivement étendu aux autres armes. Si la mission officielle de l'école reste de « compléter l'instruction militaire des sous-officiers jugés susceptibles d'être nommés sous-lieutenants », dans les faits l'école donne un accès direct au grade de sous-lieutenant et soumet les candidats à un examen d'entrée destiné à écarter les moins instruits⁴⁶. La préparation du concours donne un nouveau souffle aux écoles régimentaires du second degré. Bien vite, l'apathie fait place à l'enthousiasme de sous-officiers instruits et volontaires : « Dans certains régiments, les candidats sont mis en serre chaude ; on charge un officier quelquefois plusieurs officiers de leur faire entrer le programme dans la tête. Cours, études, interrogations, voilà leur vie pendant un an. Quelques exercices de temps en temps pour ne pas avoir l'air trop gauche devant la troupe et puis c'est tout »⁴⁷. Mais cette transformation ne fait pas l'unanimité dans l'armée et de nombreux rapports signalent les défauts d'un système fonctionnant surtout « à la grande satisfaction des parents » en favorisant les « fils de famille » et les « candidats malheureux aux grandes écoles »⁴⁸.

44. SHD, XS 248, rapport d'inspection générale du 6^e arrondissement (1872).

45. Selon une logique décrite pour la haute fonction publique et les fonctions intermédiaires de l'administration : Christophe Charle, *Les élites de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 2006 [1987], p. 46-56 ; Jean Le Bihan, *Au service de l'État. Les fonctionnaires intermédiaires au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 145-157.

46. SHD 9N 7 : Instruction pour l'admission des sous-officiers à l'école militaire d'infanterie (17 mai 1881).

47. SHD Xo 114 : rapport de l'inspecteur général de Saint-Maixent. (23 février 1886).

48. SHD Xo 114 : note de l'inspecteur général du 3^e arrondissement d'infanterie (25 septembre 1885).

La sélection scolaire induit en effet une sélection sociale révélée par la multiplication d'écoles privées préparant le concours⁴⁹ et encore accentuée en 1908 par la réforme des concours d'admission qui relève l'exigence scolaire au niveau de l'enseignement primaire supérieur. Les cours du second degré réunissent souvent une poignée d'anciens élèves de lycée dirigés par de jeunes sous-lieutenants et quelques professeurs civils. Les élèves de toutes les armes y reçoivent des cours de littérature, d'histoire, de géographie, de morale, de mathématique. Enfin, la physique et la chimie, imposées à partir de 1908, sont enseignées avec la collaboration matérielle des écoles normales, collèges et lycées⁵⁰. Pour le jury des concours d'admission, cet enseignement élimine de fait les anciens élèves de l'école primaire, pour lesquels l'enseignement des sciences dispensé ne suffisait certainement pas⁵¹. Les statistiques réalisées par les jurys d'examen le confirment : en 1910 seuls 16,8 % des candidats admissibles à Saint-Maixent n'ont pas dépassé l'enseignement primaire, cette part étant de 4 % pour les écoles de Saumur (cavalerie) et Versailles (artillerie et génie). À partir de 1908, les bacheliers constituent plus de la moitié des admis à Saint-Maixent et plus de 75 % des sous-officiers entrant à l'école de Saumur⁵². L'élévation intellectuelle des cadres militaires voulue par les républicains opportunistes – et plus encore par les radicaux – entre en contradiction avec l'ouverture sociale qui avait caractérisée le recrutement du corps des officiers français au XIX^e siècle⁵³. À la méritocratie des armes ou des chevrons, l'armée de la Troisième République substitue un idéal méritocratique fondé sur des parcours scolaires construits à l'extérieur des casernes et *prolongés* dans les écoles régimentaires du second degré.

L'ARMÉE RÉPUBLICAINE AU DÉFI DE L'INSTRUCTION

L'armée face à la culture scolaire après 1870

La rencontre de cette expérience des écoles régimentaires vieilles de près d'un demi-siècle avec une culture scolaire en pleine expansion contraint l'institution militaire de la Troisième République à définir les finalités de l'instruction délivrée dans ces écoles et plus largement dans les casernes du service obligatoire. La dimension « institutrice » de cette culture scolaire, centrée sur les savoirs, fait très tôt l'objet d'une vive résistance. Nul épisode ne le signale mieux que l'initiative du capitaine Mounier, chef de bataillon dans l'infan-

49. Dans la presse militaire à destination des sous-officiers, tel *Le Serre-file* ou *Le Journal des sous-officiers* les annonces publicitaires pour ces écoles privées apparaissent dans les années 1900.

50. SHD Xo 111 : rapports sur la réorganisation des écoles de sous-officiers élèves officiers (1908).

51. SHD Xo 112 : rapport de l'inspection générale sur les concours du second degré (25 septembre 1909).

52. SHD Xo 24-103-114 : rapports des centres d'examens pour les concours d'admission aux écoles de Saint-Maixent, Saumur et Versailles.

53. William Serman, *op. cit.* p. 308-310.

terie soutenu en décembre 1879 par Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique du gouvernement Waddington, pour créer une école normale de sous-officiers instituteurs. En guise de réponse, le ministère de la Guerre rappelle sèchement le règlement de 1879 sur les écoles régimentaires et fait état d'effectifs de sous-officiers trop faibles pour pouvoir en détacher dans cette fonction d'instituteur. Selon les rapports d'inspection générale, on ne peut faire du régiment une école compte tenu de l'âge des soldats, de leur fatigue à la fin de la journée, de la concentration nécessaire sur les missions principales. La conclusion est claire : « ce n'est point à l'armée d'instruire la Nation », estime le rapport du 4^e corps d'armée, mais à l'Instruction publique⁵⁴. Que l'éducation de la nation puisse constituer un rôle commun pour l'école et l'armée, voilà toutefois une question qui est loin de laisser indifférente cette dernière, tant sont grandes les craintes mais aussi les attentes autour de la loi de 1872. L'heure est en effet à la recherche d'un compromis entre les intérêts de la nation et les attentes spécifiques de l'Armée, équilibre fragile qui doit éviter le double écueil de la militarisation excessive et de la dilution de l'esprit militaire dans une armée réduite à l'état de garde nationale. Comme le résume en 1887 le général Thoumas, « si l'ancien esprit militaire ne peut être ressuscité [...] il faut mettre quelque chose à la place et créer l'esprit militaire de la Nation »⁵⁵.

On comprend dès lors l'attention prêtée à la dimension éducative et patriotique des écoles régimentaires et plus largement à la pratique du commandement. Dès 1879, le général Trochu invite les officiers à s'inspirer des manuels de morale de l'école publique pour développer leurs « causeries » morales et patriotiques destinées aux soldats⁵⁶. La publication en 1891 du célèbre article d'Hubert Lyautey sur « le rôle social de l'officier » s'inscrit également dans cet esprit de conciliation en appelant les officiers à prendre en main leurs fonctions d'éducateur⁵⁷. Ces théories éducatives trouvent alors un écho dans l'armée en insistant sur la nécessité de développer chez le soldat cette « force morale » et cette « obéissance active » censées renforcer son efficacité sur le champ de bataille⁵⁸. Ce rôle éducateur est défendu par des hommes liés au monde de l'enseignement. Ainsi, deux fils de Victor Duruy, Georges et Victor, défendent la mission éducatrice des gradés quand Charles Ebener, professeur à l'École supérieure de Guerre et officier de l'Instruction publique, se fait le promoteur du rôle social de l'officier par des conférences

54. SHD, Xo 116 : Correspondance du ministère de l'Instruction publique, direction de l'enseignement primaire, au ministère de la Guerre (17 décembre 1879) ; réponse du ministère de la Guerre, 23 décembre 1879 ; rapport fait au ministre par la 1^{re} direction de l'infanterie sur la proposition Mounier soutenue par Jules Ferry, 10 janvier 1880.

55. Général Thoumas, *Les transformations de l'armée française*, Paris, Berger-Levrault, tome 2, 1887, p. 639.

56. Général Trochu, *L'armée française en 1879*, Paris, Hetzel et Cie, p. 66.

57. Hubert Lyautey, « Le rôle social de l'officier dans le service universel », *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1891.

58. Emmanuel Saint-Fuscien, *À vos ordres ! La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, p. 23-51.

données à Saint-Cyr et à Saint-Maixent⁵⁹. Le courant éducateur qui traverse l'institution militaire dans les années 1900 vise à préparer le contingent à la vie sociale par l'éducation civique et morale, par les préceptes de tempérance et d'hygiénisme, par la sensibilisation au mutualisme ou aux retraites⁶⁰, prolongeant ainsi l'œuvre de l'école primaire.

La sensibilité d'une partie de l'armée aux thèmes « éducatifs », même empreinte de méfiance face aux initiatives radicales et aux fonctions institutrices à la fin des années 1900, est bien illustrée par Gaston Moch, dont les écrits eurent une influence sur Jean Jaurès⁶¹, et renvoie à la porosité de l'institution vis-à-vis de la culture scolaire. Dans l'article consacré en 1911 aux écoles régimentaires par le *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, on rappelle que « dans beaucoup de corps, l'habitude s'est introduite d'associer à l'œuvre d'éducation à la caserne le personnel de l'enseignement primaire »⁶². Réciproquement, le rôle joué par les officiers dans ces écoles signale le chemin parcouru : le mépris de la culture scolaire affiché par les cadres sous le Second Empire fait place à un investissement réel, particulièrement dans les écoles du second degré.

Aux écrits nombreux sur les rapports entre la culture scolaire et l'armée, il faut ajouter les indices d'une culture matérielle commune. La description de la salle d'école proposée par le règlement sur le service des écoles régimentaires en 1879 témoigne de l'introduction d'un espace proprement scolaire au sein de la caserne : on y trouve une estrade pour l'officier professeur, des murs avec porte-manteaux, un globe terrestre, quatre cartes géographiques, un tableau chronologique des rois de France, des cartes en relief, des règles et équerres⁶³. Dans les années 1900, les espaces réservés à la lecture et aux cours du soir complètent ce dispositif en introduisant dans les casernes des bibliothèques gérées par les coopératives de soldats et de sous-officiers.

Reste que cette culture scolaire, même rattachée aux finalités de l'instruction militaire, ne parvient pas à faire l'unanimité. Des libéraux de la Restauration aux radicaux de la Belle Époque en passant par l'élan régénérateur des années 1870, celle-ci reste imposée politiquement à l'armée. De plus, l'inertie

59. Georges Duruy, *L'officier éducateur. Leçons faites à l'École Polytechnique*, Paris, Chapelot, 1904. Victor Duruy, *Le sous-officier dans l'armée moderne*, Paris, R. Chapelot et Cie, 1906 ; Charles Ebener, *Conférences sur le rôle social de l'officier*, Paris, Charles Lavauzelle, 1901.

60. Raoul Girardet, *La société militaire...*, *op. cit.*, p. 292-293.

61. Cf. la réflexion de Gaston Moch : « Le régiment éducateur est une erreur pédagogique, comme le soldat laboureur est une erreur économique. Que le soldat, à la caserne ne soit que soldat : il y a temps pour tout ». Cité par Paul-Henri Bourrelier, « Portrait d'un dreyfusard : Gaston Moch, combattant de la paix », *Bulletin de la SABIX*, n° 42, 2008, p. 75-91. Cf. également Philippe Vial, « L'Armée nouvelle, une ambition en trompe-l'œil ? », *Cahiers Jaurès*, n° 207-208, janvier-juin 2013, p. 39-62.

62. « Régimentaires (écoles) », in Ferdinand Buisson [dir.], *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1911. Cf. Michel Auvray, *L'âge des casernes : histoire et mythes du service militaire*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1998.

63. Règlement sur le service des écoles régimentaires des corps d'infanterie suivi des programmes pour l'enseignement adoptés le 31 juillet 1879, mis à jour jusqu'au 1^{er} mai 1889, Paris, Lavauzelle, 1889, article 28.

des pratiques de commandement et d'instruction, le « formalisme de la mentalité militaire »⁶⁴, constituent certainement un frein à cette « scolarisation » dont il ne faudrait pas exagérer l'importance sous l'effet d'une littérature éducatrice bien plus prescriptive que descriptive. À l'inverse, l'adoption des critères scolaires pour la sélection et l'avancement en grade, parce qu'elle concernait au premier chef les cadres permanents de l'armée, eut de profondes répercussions sur les discours et les pratiques militaires.

*La barrière et le niveau*⁶⁵ : les ambivalences de la méritocratie scolaire

Par le biais des concours, l'exigence scolaire imposée dans le recrutement des officiers du rang provoque un débat au sein de l'armée. Dès les premières mesures, un grand nombre de voix s'élèvent contre les risques que le « mandarinat » fait peser sur la formation des cadres. La crainte de voir disparaître les compétences spécifiquement militaires acquises dans le rang et non sur les bancs des écoles pousse les inspecteurs généraux à réclamer dans les années 1880 une réforme de l'admission aux écoles de recrutement interne afin de favoriser les sous-officiers plus âgés et moins instruits. Mais les demi-mesures adoptées par le général Boulanger ne permettent pas d'inverser une tendance croissante à la sélection scolaire dans le recrutement des officiers⁶⁶. Pour la même raison, l'idée d'une formation universitaire pour tous les officiers, avancée par Jean Jaurès dans *L'Armée nouvelle*, soulève des protestations jusque dans la presse militaire radicale, pourtant la plus ouverte aux exigences scolaires⁶⁷.

En dépit de ces résistances, l'institution militaire se plie vite à l'injonction méritocratique, seule à même de former des cadres suffisamment instruits et nombreux dans un contexte de hausse des effectifs et de technicité croissante de l'armement, dans l'armée active comme dans la réserve⁶⁸. Surtout, la méritocratie scolaire autorise une sélection sociale réclamée de longue date par les conservateurs qui, comme Adolphe Thiers, veulent une distance sociale marquée entre les officiers et la troupe⁶⁹. La présence d'anciens sous-officiers peu

64. Selon l'expression proposée par William Serman, *Les officiers français dans la nation. 1848-1914*, Paris, Aubier, 1982.

65. Edmond Goblot, *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, Félix Alcan, 1925.

66. En 1886, le ministère Boulanger parvient à imposer un certificat d'aptitude militaire et une majoration à l'ancienneté pour les candidats aux écoles de sous-officiers élèves officiers. André Bach, *L'armée de Dreyfus. Une histoire politique de l'armée française de Charles X à « l'Affaire »*, Paris, Tallandier, 2004 p. 378-385.

67. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 13, édition établie par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012. Cf. le compte rendu de l'ouvrage de Jean Jaurès dans le journal militaire de tendance radicale *Armée et Démocratie* (6 août 1911).

68. Le statut des « engagés conditionnels », créé par la loi de 1872 permettait entre autres aux jeunes hommes « instruits » de faire un temps plus court dans l'armée active et d'obtenir un grade dans la réserve. Progressivement abandonné, ce principe est repris avec la création du statut d'Élève Officier de Réserve (EOR) en 1905. Dans les deux cas, il s'agit de recruter les officiers de réserve parmi la jeunesse instruite.

69. Cité dans Jean-Paul Bertaud et William Serman, *Nouvelle histoire militaire de la France 1789-1919*, Paris, Fayard, 1998, p. 278. Au lendemain de la défaite, Ernest Renan, visiblement influencé

instruits et sans éducation dans le corps des officiers était un motif courant de plaintes sous le Second Empire. En 1878, un rapport d'inspection insiste encore pour que la sélection des sous-officiers visant l'épaulette s'opère de telle manière que ceux-ci « se rapprochent le plus possible des classes sociales qui fournissent les élèves à l'École de Saint-Cyr »⁷⁰. La sélection sociale opérée par les concours internes de recrutement des officiers répond donc à des attentes anciennes, expliquant la profonde ambiguïté des officiers supérieurs face à la méritocratie scolaire tout à la fois préconisée et redoutée.

Loin d'être anecdotique, la barrière scolaire des concours redessine les rapports hiérarchiques au sein de l'armée française. À l'ancienne proximité unissant officiers subalternes et sous-officiers, la méritocratie scolaire oppose des officiers de plus en plus instruits à un corps de sous-officiers rengagés bloqués dans son avancement et à qui l'État promet, sans toujours tenir ses engagements, de modestes emplois dans la fonction publique. Effets parmi d'autres de cette barrière scolaire, la crise de recrutement et l'image sociale dépréciée des sous-officiers rengagés sous la Troisième République se nourrissent de cette distance croissante des officiers et de la troupe. L'appel du capitaine Lyautey à la « jeunesse éclairée » en 1891 contient ainsi un avertissement contre l'action néfaste de ses modestes subordonnés accusés de mettre en péril l'autorité bienveillante et paternelle des officiers⁷¹. Cette distance sociale et scolaire est encore accentuée par une « division morale du travail » qui laisse aux sous-officiers les soins de la discipline quotidienne et permet aux officiers de renforcer leur ethos aristocratique⁷².

Dans le même temps, l'arrivée progressive de jeunes bourgeois lettrés à la caserne bouscule l'autorité autrefois établie de sous-officiers dont l'alphabétisation, condition nécessaire à l'obtention du grade depuis 1818, pouvait faire d'eux « une élite du premier degré » à l'intérieur des rangs⁷³. Désormais, l'écart entre l'instruction scolaire des sous-officiers rengagés et l'autorité qui leur est déléguée sur la troupe ne manque pas de produire les commentaires acerbes de la jeunesse instruite soumise au service militaire. Le sous-officier imbécile et tyrannique, incarné par « l'adjudant Flick » sous la plume de Georges Courteline, devient un « type » social dans la littérature de caserne et le dessin satirique de la Belle Époque⁷⁴. Si cette représentation des sous-officiers s'inscrit en partie dans une dénonciation plus large de l'institution

par le modèle prussien, réaffirme la nécessité de cette distance sociale propice à la discipline : *La réforme intellectuelle et morale de la France*, Paris, Michel Lévy et frères, 1872 [1871], p. 54-55 et p. 78.

70. SHD, XS 254 : rapport d'inspection générale du 32^e arrondissement militaire (14 octobre 1878).

71. Hubert Lyautey, *op. cit.*, p. 39-42.

72. Jean Boulègue, « De l'ordre militaire aux forces républicaines : deux siècles d'intégration de l'Armée dans la société française » in André Thieblemont [dir.], *Cultures et logiques militaires*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p. 264.

73. Jean-François Chanet, « La fêruler et le galon... », art. cit, p. 108.

74. La liste des témoignages littéraires ou des « romans de caserne » dans laquelle apparaît ce « type » de sous-officier est suffisamment longue pour que l'on nous permette de citer seulement quelques titres : Georges Courteline, *Le train de 8 h 47*, Paris, Flammarion, 1932 [1888] ; Henri Fèvre,

– notamment à travers la presse et la littérature antimilitariste – ces figurations les plus communes empruntent leurs modèles au comique troupiier⁷⁵. Celui-ci conforte les préjugés sociaux à l'encontre des sous-officiers frustrés et des paysans balourds transformés en soldats et couvre d'un même mépris amusé, le gradé et le soldat peu instruit, le «sergent Bitur» et le «sapeur Camember»⁷⁶.

Le rôle joué par les écoles régimentaires permet d'observer à un double niveau les réagencements de la «spécificité militaire»⁷⁷ au contact de la culture scolaire. Cette spécificité désigne initialement l'ensemble des modalités propres à l'institution : puissance de la hiérarchie, unité de conception et d'exécution, autorité indiscutée des chefs et primat de la communauté sur l'individu. L'abandon de la méthode Rolland pour les techniques de l'enseignement mutuel – plus faciles à mettre en œuvre lorsque les effectifs sont nombreux –, l'éducation morale délivrée en vue de renforcer chez le soldat une «autonomie»⁷⁸ nécessaire à son efficacité sur le champ de bataille, sont les témoins d'une évolution qui pousse l'armée à se défaire en partie du modèle disciplinaire forgé sous les monarchies censitaires. L'enseignement comme les fonctions des écoles régimentaires changent en profondeur en l'espace de quelques décennies, tandis que la «culture militaire» évolue sous l'effet du service obligatoire et de la sélection scolaire imposée par les concours internes de recrutement. Désormais, le «capital scolaire» est investi à tous les niveaux de la hiérarchie et redessine les relations sociales au sein de l'armée, en même temps qu'il fragilise un mode d'autorité plus traditionnel⁷⁹. Le renforcement de la distance sociale des officiers avec la troupe et la crise de l'autorité des «petits chefs» en sont des symptômes marquants, notamment à partir des années 1890. Cette évolution silencieuse de la spécificité militaire ne doit pas cacher la résistance opérée en vue d'en préserver les caractères les plus fondamentaux, mais invite à se défier de cette fausse continuité qui fait de l'institution militaire un bloc de conservatisme insensible aux transformations républicaines et démocratiques. Comment comprendre le succès des discours paternalistes sur le «rôle social de l'officier» sans voir qu'ils s'inscrivent pleinement dans cette pratique scolaire développée dans l'armée selon le double principe d'éducation morale du soldat et de sélection scolaire des cadres?

Au port d'arme (mœurs militaires), Paris, Charpentier et C^{ie}, 1887 ; Lucien Descaves, *Sous-off*, Genève, Slatkine reprints, 1980 [1889].

75. Odile Roynette, «Le comique troupiier au XIX^e siècle : une culture du rire», *Romantisme*, n° 161, 2013-3, p. 45-59.

76. Michel Auvray, *op. cit.*, p. 412.

77. Laure Bardiès, «Du concept de spécificité militaire», *L'Année sociologique*, 2011/2, vol. 61, p. 273-295.

78. Alain Erhenberg, *Le corps militaire. Politique et pédagogie en démocratie*, Paris, Aubier, 1983.

79. Pour une analyse récente du rôle joué par l'instruction scolaire dans la construction des pratiques de commandement, cf. Christel Coton, «“Briller sous l'épaulette”. Capital culturel et capital combattant dans le corps des officiers de l'armée de terre», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012/1, n° 191-192, p. 14-27.

En dépit des résistances nombreuses qui opposent la caserne et l'école, les réformes militaires de la Troisième République ont donné une place plus grande à l'instruction scolaire dans les référents culturels du monde militaire. Cette lente évolution, suivant l'imposition du compromis méritocratique dans la société française, a permis la constitution d'une armée de réserve, combattante à partir de 1914, dans laquelle l'instruction scolaire s'impose comme le principal critère de promotion, redessinant là aussi, mais à une toute autre échelle, les relations sociales et hiérarchiques sous l'uniforme⁸⁰.

*Mathieu Marly est doctorant en histoire
contemporaine (IRHIS- Lille 3)
et ATER à l'université de Savoie*

*Stéphane Lembré est maître de conférences
en histoire contemporaine à l'ESPE Lille Nord de France (CREHS)*

80. Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Le Seuil, 2013.